

Bordeaux 29 août 1944 : Une reddition négociée

Par Pierre Miquel, publié le 24/05/2004 dans L'EXPRESS

Ce n'est qu'après avoir obtenu l'assurance que leurs troupes pourront partir sans être attaquées que les Allemands se retirent de Bordeaux, épargnant le port et les ponts de la ville. Retour sur le bras de fer qui s'est déroulé jusqu'au 26 août entre la Résistance et le commandement militaire allemand

Trois fois capitale de la France menacée, trois fois refuge du gouvernement en exil, en 1870, en 1914, en 1940, la population de Guyenne apprend avec des frémissements d'impatience la nouvelle du débarquement en Normandie, le 6 juin 1944. Comprise dans la bande d'occupation du littoral, Bordeaux n'a cessé d'être occupée pendant toute la guerre. Le sentiment des habitants, à l'annonce de l'événement, est donc que les troupes allemandes du Sud remontent spontanément vers le nord, si l'opération «Overlord» réussit.

Il reste que les Bordelais ne peuvent se libérer seuls. Les forces allemandes présentes dans le grand port restent considérables. Le PC toulousain du groupe d'armées G du général Blaskowitz a sous ses ordres la 1^{re} armée du général von der Chevallerie. Les consignes de Hitler, trois jours après le Débarquement, sont de faire remonter vers le nord les unités d'assaut, comme le groupe Blaskowitz et la 11^e Panzerdivision de Libourne. Mais le mouvement de retrait est échelonné, et Bordeaux subit pendant les mois de juin et de juillet la présence oppressante d'un ennemi dont on ignore les intentions.

L'état-major de la 1^{re} armée a déjà quitté la ville au début d'août, quand les Alliés ont gagné la bataille de Normandie puis pris la Bretagne. Le «Grand Bordeaux» dépend désormais d'un nouveau commandant allemand, le lieutenant général Nake, à la tête de la 159^e division d'infanterie. De puissants éléments de la *Kriegsmarine* obéissent au capitaine de corvette Kühnemann, responsable de la base. Les troupes de choc opérationnelles sont déjà parties pour la Normandie, mais de forts contingents d'occupation restent en place, et rien ne dit qu'ils abandonneront le port.

Tout au contraire : le 10 août 1944, le Dr Herbold, chef de l'administration militaire allemande, provoque à la Kommandantur, dans les locaux universitaires de la rue de Budos, une réunion avec le maire de Bordeaux et ses adjoints. Il leur affirme : «Oui, Bordeaux sera défendue.» Il suggère d'évacuer de 8 000 à 10 000 civils du quartier Bacalan au-delà d'un fossé antichar creusé pour éviter toute surprise venant des maquis de la région. Le commandement militaire allemand estime donc alors qu'il a les moyens de tenir la ville.

Aucune opération alliée n'est lancée vers le sud et les batailles qui s'annoncent se dérouleront bien trop loin pour que la Gironde offre un intérêt capital à la logistique d'Eisenhower. Le Bordelais est abandonné à lui-même. On doit penser à Londres que les Allemands, constatant la victoire alliée en Normandie et la marche vers l'est, n'ont aucun intérêt à laisser prendre leurs troupes dans une nasse. On fait confiance aux maquis pour se charger du nettoyage des éléments attardés.

Il est vrai que, le 19 août, quand Mantes, Argentan et Vernon sont déjà libérées, quand les Américains se sont emparés d'Orléans, le retrait progressif des unités de la 159^e division d'infanterie est prévu. C'est la seule grande formation restée sur place. Elle doit dégager l'itinéraire de retraite de toutes les forces allemandes du Sud par la route Périgueux-Tours-Montluçon-Bourges-Autun-Dijon-la Bourgogne et au-delà. Les ordres sont de «nettoyer» les routes des maquisards, d'empêcher le sabotage des ponts et de rejoindre au plus tôt la zone des combats.

Il n'est donc pas question pour les Allemands de s'éterniser à Bordeaux. La population civile se prend à espérer que la ville sera libérée sans combats. Les Allemands partiront d'eux-mêmes, il n'est pas nécessaire de les chasser, disent les temporisateurs et les amis du maire collaborateur, familier de Pierre Laval, Adrien Marquet, plus que jamais en poste avec ses adjoints.

La Résistance apprend que l'ennemi se prépare à saboter méthodiquement le port et les axes de communication au cas où il recevrait l'ordre de faire définitivement retraite. Le port est toujours entre ses mains. Il a largement les moyens de le faire sauter, ainsi que les ponts de la ville. Aristide (le lieutenant Roger Landes, alias Stanislas, délégué militaire britannique parachuté dans la région dès octobre 1942) veut empêcher la destruction des installations portuaires et des docks, selon les instructions de Londres. Comment sauver Bordeaux ?

Les Allemands savent que l'un des objectifs des réseaux de résistance est de retarder le mouvement des troupes stationnées dans le Sud vers le front, par une série de sabotages commandés de Londres. Aristide a reçu dès le 2 juin, via la BBC, le message lui signifiant de mettre ses groupes en état d'alerte : «Philémon réclame six bouteilles de sauternes.» Il a aussitôt convoqué ses collaborateurs français.

Deux objectifs prioritaires : le responsable des chemins de fer, Capdepont, doit s'employer à saboter les lignes et aiguillages, à dérégler les signaux, à rendre inaptes les locomotives électriques du Bordeaux-Paris, seule ligne électrifiée dans la France de 1944. Dédé le Basque et Léon des Landes saboteront les communications par route.

Deuxième mission vitale : celle de Pierre Rolland, qui doit procéder avec son groupe à la destruction immédiate des fils électriques commandant les mines installées le long des quais. De cette action dépend la sauvegarde du port.

10 000 résistants contre 30 000 Allemands

Dès le 6 juin, les équipes ont obéi aux consignes de Londres : les câbles de l'état-major allemand et de la base de la Luftwaffe sont coupés. Les neuf locomotives sous pression destinées aux trains militaires ont sauté à Pessac, retardant le départ de 3 000 soldats. Les livraisons à la Wehrmacht des munitions provenant de la poudrerie de Saint-Médard sont interrompues. Dans la région, les pylônes à haute tension, les câbles téléphoniques et télégraphiques sont coupés. Les cheminots multiplient les coups de main sur les voies.

La Gestapo est sur les dents, surprise par cette levée de boucliers subite. Elle croyait avoir fait du bon travail à Bordeaux, divisé les groupes de résistants, jeté le discrédit et la suspicion sur certains chefs, au point de provoquer la mise en jugement et l'exécution de l'un d'eux par ses anciens camarades de combat.

Il faut croire qu'à la base ces divisions n'avaient pas eu l'effet démobilisateur qu'on leur prêtait, puisque le plastic explosait partout, gênant sensiblement les mouvements de la Wehrmacht en retraite; l'action des commandos d'Aristide, dès le jour J, avait répondu aux attentes du haut commandement allié, le SHAEF.

Le colonel Buckmaster avait précisé au nom de cette instance qu'Aristide devait réunir autour de lui tous les corps francs et les maquis, en attendant l'arrivée d'un délégué militaire régional nommé par le général français Koenig, délégué militaire en Angleterre du Comité d'action en France du gouvernement provisoire du général de Gaulle et commandant en chef des Forces françaises de l'intérieur. Ce délégué militaire pour la région du Sud-Ouest bordelais était le colonel Gaillard, dit «Triangle». Il ne devait prendre ses fonctions sur place que le 16 juillet 1944.

Cette organisation pyramidale, émanant du haut commandement allié de Londres, est doublée par le Conseil national de la résistance française (CNR), créateur du Comac (Comité d'action), qui a institué son propre état-major national et divisé la France en régions dotées de chefs militaires ayant sous leurs ordres des chefs départementaux. Le général Moraglia, nommé chef de région clandestin à Bordeaux dès le mois de juin, a ainsi organisé la fusion des groupes armés sous l'autorité, pour le département de la Gironde, du colonel Troquereau.

Une double instance de commandement est ainsi mise en place, celle d'Aristide et du SHAEF, celle de Moraglia et du Comac. Le seul Aristide, au 6 juin, dispose d'environ 1 900 hommes qui seront 5 000 à la fin du mois, armés grâce aux parachutages obtenus par l'officier du SOE (*Special operations executive*). Dans l'enceinte de Bordeaux, il donne ses ordres à 500 résistants opérationnels. Alors que les FTP (Francs-Tireurs partisans, à majorité communiste) sont au moins 2 000. Sur 10 000 résistants estimés dans le département, la moitié seulement sont armés, contre 30 000 Allemands.

Ils n'en sont pas moins décidés à en découdre, et veulent chasser les derniers Allemands de la ville au mois d'août. Ils n'ont pas pris le maquis pour que Marquet et ses amis négocient le départ tranquille de la garnison allemande. Ils n'ont pas risqué la mort, par trahison souvent, pour être privés de la gloire de libérer Bordeaux. Mais le général Moraglia, chef régional des FFI, a beau faire le compte de ses troupes, leurs armes légères ne peuvent venir à bout d'Allemands pourvus en mortiers, canons, mitrailleuses et blindés.

De Gaulle a nommé Cusin commissaire de la République. Pour lui, l'affaire de Bordeaux est déjà réglée. Cusin a tout pouvoir pour installer une nouvelle municipalité et se défaire des fonctionnaires de Vichy. La transition doit se passer sans heurts, et les Allemands, partir sans casse.

La grande affaire est le sabotage du port. Pierre Rolland, avec son groupe, avait cru couper les câbles, mais les Allemands les ont sans doute rétablis, puisque Aristide demande au colonel Buckmaster d'intervenir pour neutraliser par bombes le secteur des câbles de la rive droite. Le 21 juin 1944, 16 bombardiers de la 15^e force aérienne américaine, partis du Maroc, exécutent la mission. On ne sait si elle a pleinement réussi.

La Résistance va-t-elle laisser le maire pétainiste Marquet négocier le départ des Allemands ? La réunion du 10 août à la Feldkommandantur a déçu les amis du maire. Les Allemands veulent se défendre. Mais la situation évolue rapidement, les chars américains roulent vers la Loire et, le 19, ils ont atteint la Seine et Mantes.

Ni sabotages ni actes de guerre

Ce jour-là, le général commandant le 64^e corps d'armée allemand prévoit la destruction des locomotives, des centrales, des ateliers de réparation du chemin de fer. Les ponts doivent sauter, en particulier celui de Bordeaux et la passerelle de la SNCF. Les chantiers de la Gironde, la grande grue, les docks, les navires eux-mêmes seront sabotés dans le chenal de la Garonne. Le départ des dernières troupes est prévu pour le 26 août. Tout doit être détruit la veille.

Un événement modifie ce plan: le sabotage du blockhaus construit sur le quai de la Garonne, à hauteur de la rue Raze. Un artificier allemand, le feldwebel Heinz Stahlschmidt, considérant comme inutile la destruction des installations bordelaises, prend contact avec des agents de la Résistance, fait sauter lui-même le blockhaus et trouve refuge au domicile d'un résistant. Les Allemands envisagent alors de partir en douceur, à condition de passer un accord avec les autorités françaises.

Les chefs de la Résistance, qui n'ont pas cautionné l'opération, sont perplexes. Si l'ennemi veut négocier, il importe politiquement qu'il cède devant un ultimatum. Gaston Cusin en prend l'initiative avec Triangle, Aristide et quelques autres. Le 21 août, Cusin adresse au vice-amiral Michaelis, commandant les forces navales de la région, une

demande de reddition sans condition. Selon Kühnemann, commandant allemand du port de Bordeaux, cet ultimatum n'est jamais arrivé à destination.

Une tentative nouvelle de Marquet échoue, après la fusillade qui a suivi l'explosion du blockhaus. Les canons allemands ont tiré sur les immeubles de la ville. L'heure n'est pas à la négociation. Les Allemands sont convaincus que la Résistance passe à l'attaque. Ils se disposent à partir en force, sans rien abandonner derrière eux, selon les préceptes de la pratique militaire. Ainsi raisonne le colonel Seiz, commandant du Grand Bordeaux.

En quatre ans d'occupation, des amitiés se sont nouées entre certains responsables allemands et des notables de la ville, dans la capitale du vin. Ainsi «oncle Louis» Eschenauer, exportateur de bordeaux, est-il lié au *Hafenkommandant* Kühnemann. Des amis le persuadent de tenter une démarche auprès du capitaine de corvette. Dans son domicile de l'allée de Chartres, l'officier allemand accepte d'intervenir auprès du général Nake, qui réside à Gradignan dans une superbe villa. L'un et l'autre seront assurément tristes de quitter Bordeaux pour rentrer chez eux. On peut les persuader d'épargner la ville.

Ils convoquent leurs chefs d'état-major, deux officiers prussiens qui trouvent choquante l'idée d'abandonner sans le détruire un port à l'ennemi. Le marin réussit tout de même à réunir une conférence entre le général Nake, chef allemand de la région, assisté du feldkommandant Knorz, et le préfet de Pétain, Sabatier, Castanet, son chef de cabinet, le maire Marquet et Bricaud, son adjoint.

Le général Nake se dit prêt à épargner la ville et le port si le préfet et le maire peuvent lui donner l'assurance que les troupes pourront partir sans être attaquées. Ni sabotages ni actes de guerre. Personne ne peut donner cette garantie, et ni le préfet ni le maire n'ont autorité pour parler au nom de la population, encore moins de la Résistance.

Le général Nake se décide donc à faire afficher une proclamation informant les Bordelais qu'aucune destruction ne sera opérée si l'armée allemande se retire sans dommages. Cette affiche sera tirée à 500 exemplaires par la librairie Delmas, au compte de la ville, mais non signée du maire, prudent. L'autorisation d'afficher est donnée le 26 août, après le retour du général allemand du GQG de Poitiers. Il a obtenu l'aval de ses supérieurs et pourra commencer à ordonner le départ de ses 30 000 hommes.

La vraie négociation est faite par un chef de la Résistance, le commandant FFI Rougès, dit «Segour», tenu au courant des tentatives du maire Marquet par un informateur. Il se rend d'abord avec son adjoint, Pierre Soulé, dit «capitaine Pierrot», auprès du colonel Adeline, qui commande les maquis de Dordogne et s'apprête à marcher sur Bordeaux. Celui-ci accepte la négociation.

Rougès rencontre en terrain neutre Kühnemann, désormais chargé de commander aux derniers éléments en retraite. Il est convenu que trois régiments de la division auront quitté la ville dans la nuit et que le dernier régiment sera parti dimanche 27 août, au plus tard à 0 heure. Les FFI pourront alors se mettre en marche, lundi 28 au matin. Certains capitaines FFI expriment leur colère. Ils auraient voulu attaquer les Allemands, les chasser de la ville, au lieu de les laisser partir benoîtement, aux termes d'un accord qui n'est pas de capitulation. Mais avec quelles forces? Auraient-ils pu lutter contre 30 000 hommes armés de canons, d'obusiers, de lance-flammes et de lance-grenades?

Il n'importe. Les unités de la Résistance entrent triomphalement dans une ville non détruite, entièrement évacuée par l'ennemi. La population, mardi 29 août, organise spontanément sa fête de la Libération. A la préfecture, Sabatier, en fuite, est remplacé par Cusin. Selon les vœux du général de Gaulle, les choses rentrent dans l'ordre républicain.

Remerciements au Centre de documentation Mémoire de Bordeaux. 05-56-52-59-19.